Samedi 2 avril 2011

Défendons l'hôpital public !

En Île-de-France, tous les Hôpitaux Publics ou Privés Associatifs, les Structures médico-sociales et sociales sont au cœur de la tourmente. Menaces et injonctions de restructurations, de disparitions d'activités médicales, voire de fermetures se multiplient toujours accompagnées de diminution d'emplois et de moyens financiers.

Aucun des huit départements de l'Ile de France n'échappe aux attaques incessantes et aux injonctions de fermetures de l'Agence Régionale de Santé.

Claude Evin, directeur de l'ARS, applique avec zèle la loi Hôpital Patient Santé Territoire voulue par le gouvernement. Il organise la casse des hôpitaux publics et de toutes les structures qui répondent aux missions de service public.

Créée en Avril 2010 l'Agence Régionale de Santé travaille à plein régime. Les décisions arbitraires fusent de toutes parts obéissant à une seule logique celle de la rentabilité finacière par la maîtrise médicalisée des dépenses de Santé :

. **Fermetures de blocs opératoires** la nuit et les week-ends dans les hôpitaux des 8 départements avec ouverture d'un seul hôpital 24h/24h par département.

. **Fermetures de Services de Radiothérapie,** de service de Chirurgie Cardiaque, de service d'Urgence Chirurgicale, de Maternités, d'Hospitalisation de longs séjour, de service de Gériatrie...

Elles sont annoncées au détour d'une Conférence de Territoire ou de communiqués de presse.

L'Assistance Publique/Hôpitaux de Paris véritable rempart contre les affairistes de la Santé est une des cibles privilégiée de l'ARS et du gouvernement. Sous prétexte de modernisation le patrimoine est bradé et livré au x groupes privés, c'est le cas de Clemenceau (91), Albert Chenevier (94), Hôtel Dieu (75) ou Saint Vincent de Paul (75).

Des réseaux entiers de soins sont remis en cause, des territoires entiers sont délaissés, la permanence des soins n'est plus assurée et les malades sont livrés pieds et poings liés au secteur privé lucratif.

C'est chaque semaine de nouvelles attaques et une véritable hémorragie de l'offre de soins publique : C'est le démantèlement de structures d'accueil pour personnes âgées (hôpitaux de longs et moyens séjours) au profit du Privé ou le coût d'hébergement est de 2500 à 4000 euros par mois, ce sont les restructurations et fermetures des hôpitaux psychiatriques, des structures d'accueil spécialisées dans le handicap et la prévention.

Au même moment, 25% des franciliens déclarent en 2010 avoir renoncé à des soins pour des raisons financières et le nombre de jeunes en situation précaire, de familles monoparentales ou de personnes âgées vivant en dessous du seuil de pauvreté explose.

Quand les riches actionnaires se partagent les dividendes des grandes entreprises du CAC 40, 280 milliards de profit en 2010, le MEDEF voudrait nous faire croire que dans notre pays, les entreprises sont étranglées financièrement par les « charges » sociales (30 milliards d'exonérations) et que le déficit de la sécu (10 milliards en 2010) est abyssal.

L'argent existe et d'autres choix sont possibles pour prendre en compte les besoins de santé de la population sur l'ensemble du territoire. Il faut un financement de la sécurité sociale et de l'assurance maladie à la hauteur de cet enjeu !

Exigeons le droit aux soins pour toutes et tous !

Samedi 2 avril

14h30 - Rassemblement Régional

Place de la Bastille à Paris

Journée d'action nationale unitaire

Le matin: dans chaque département des initiatives auront lieu devant les hôpitaux.

Île-de-France Santé et Action Sociale la cgt

la cgt Union Régionale Île-de-France

Impression : Alliages-Ci : 01 41 98 37 97 - Mars 2011